

## Le charme discret de la petite-bourgeoisie.

*Approche sociale d'un groupe et du rôle qui est le sien dans la production et la circulation d'un discours politique, aujourd'hui en France.*

« Il n'a pas froid, il n'a pas faim, c'est vrai. Il est repu, soit. Mais voyez son front soucieux. »

Adolphe Thiers, discours à l'Assemblée, 1848.

"Depuis la mort de Bovary, trois médecins se sont succédé à Yonville sans pouvoir y réussir, tant Monsieur Homais les a tout de suite battu en brèche. Il fait une clientèle d'enfer ; l'autorité le ménage et l'opinion publique le protège. Il vient de recevoir la croix d'honneur..."

Gustave Flaubert, *Madame Bovary, mœurs de province*, Paris, 1857.

« Il se replie sur une famille étroitement unie, mais étroite et un peu oppressive. Ce n'est pas par hasard que l'adjectif petit ou tel de ses synonymes, toujours plus ou moins péjoratifs, peut-être accolé à tout ce que dit, pense, fait, a, ou est le petit bourgeois, à sa morale même, son point fort pourtant, stricte et rigoureuse, elle a quelque chose d'étroit et de contraint, de crispé et de susceptible, d'étriqué et de rigide à force de formalisme et de scrupule. Petits soucis, petits besoins, le petit-bourgeois est un bourgeois qui vit petitement.

Son *hexis* corporelle même, où s'exprime toute sa relation objective au monde social, est d'un homme qui dit se faire petit pour passer la porte étroite qui donne accès à la bourgeoisie: à force d'être strict et sobre, discret et sévère, dans sa manière de s'habiller, mais aussi de parler ce langage hypercorrect par excès de vigilance et de prudence -, dans ses gestes et dans tout son maintien, il manque toujours un peu de carrure, d'ampleur, de largeur et de largesse. »

Pierre Bourdieu, *La Distinction*, les éditions de minuit, Paris, 1979, p. 390.

## Une utopie moyenne

*D'un discours à l'autre : le retour du conflit.*

Le buraliste aime bien les lycéennes. Il n'aime pas les arabes, les clodos, les roms, les prostituées, les chômeurs – liste non exhaustive - sa clientèle en somme. La petite bourgeoisie en France est un sujet politique ingrat : le petit bourgeois est « l'idiote culturel », méprisable et méprisé, fétichiste – attaché à sa devanture repeinte à l'urine chaque nuit, et fier de la propriété d'un commerce souvent socialement inutile et qui ne lui appartient qu'en titre- sans reconnaissance ni existence politique. Travailleur isolé, sans collègue ni syndicat attitré, petit patron sans autorité ni réseau, électeur indécis. Il exerce quelque chose « en libéral », il est « travailleur indépendant » mais son indépendance s'arrête là où commence le remboursement mensuel de ses crédits bancaires. Aucun discours politique ne s'adresse explicitement au petit-bourgeois, que de façon détournée, polie ou allusive : il n'a ni la noblesse que l'on prête au monde de l'usine, ni le caractère fédérateur de l'appellation « classes moyennes ». Endeillé depuis la fin de l'aventure poujadiste, il donnera sa voix au plus fiscalement correct. Un horizon politique borné à la promesse d'abaissement des charges sociales... utopie (modérément) libératrice portée depuis un siècle et demi, du bonapartisme à la tendance Droite Populaire de l'UMP, et qui semble ne jamais pouvoir s'accomplir.

Il perçoit souvent les « revenus mixtes », ceux du capital et ceux du travail, ce qui n'est pas sans compliquer encore ses problèmes de comptabilité... et d'identité.

« Nous sommes pris à la gorge, il faut desserrer l'étau fiscal ». Mitterrand était trop hésitant, Chirac pouvait le faire, il ne l'a pas fait, Sarkozy échoue à le faire depuis son élection et 2012 n'a pas l'air bien prometteur... Mais, peut-être Copé ou Le Pen feront les choses convenablement en 2017, puisqu'ils nous seront bien redevables. Notre jour viendra.

En attendant...

Utopie de classe moyenne supérieure, et utopie politique des moyens immédiats. Les porte-parole de la petite bourgeoisie déversent sans discontinuer, et par différents canaux – *Le cri du contribuable*, *L'expansion*, *Valeurs actuelles*, les journaux « gratuits », RTL voire *La Vie* - un projet. Projet vague et désincarné où se croisent les éléments d'une nouvelle idéologie dominante, fondée sur de vieilles antinomies scolaires: le chauvinisme contre le cosmopolitisme financier, le culte vertueux du travail « manuel » et de l'industrie contre l'économie de « la connaissance », le protectionnisme contre le libre-échange, le besogneux contre le spéculateur, le petit patron soucieux contre le grand patron désaffilié, les valeurs républicaines contre l'anomie des quartiers... Cette dernière opposition surtout fait sens : elle désigne les coupables. Elle est fondée sur une métaphysique des valeurs qui incrimine *la racaille* précarisée et le cadre sup' de la finance mondialisée, le dealer et le trader, ceux de Trappes et ceux de la Défense. « Eux, ils n'ont de compte à rendre à personne ». Tous deux constituent des figures modernes d'insoumissions au fisc et au contrôle social. Ces deux figures détestées, si éloignées soient-elles au regard de leur condition d'existence respectives, sont exclues de la communion nationale, par le seul effet

magique d'une image d'Épinal. Les antécédents de ce divorce sont à dater des révoltes périurbaines de novembre 2005, pour les premiers, et du marasme financier de 2008 pour les seconds, ces deux attentats à l'ordre public et au doux bonheur de la Nation.

De fait, ce discours moral reflète l'émergence et la diffusion d'un corpus idéologique aux pourtours relativement nouveaux (2008). Ce dernier réintroduit les éléments de classe, de conflictualité sociale, le principe de division radicale pour en subvertir partiellement le sens connu et l'adapter à l'horizon d'attente du burlesque ou du médecin petit-bourgeois (lecteur de *Marianne*). De gauche ou de droite, l'anticapitalisme est la chose au monde la mieux partagée : l'affinité de ce corpus idéologique avec les antennes du stalinisme français, ou celles du socialisme d'opposition est transparente.

Cette éthologie nouvelle, avec son cortège disparate de radicalité et d'esprit de clocher, constitue cependant une rupture profonde avec le discours plus pacifié et pacificateur qui s'était imposé sous l'ère Giscard-Mitterrand- Chirac (discours alors dominant et qui avait ses occurrences propres : tolérance/universalisme/moyennisation/dialogue/ mondialisation/ culturalisme). Construit en trente ans, ce dernier s'est évaporé en six mois quand il s'est révélé inadapté aux temps de crise économique aggravée, et à la nouvelle demande politique que la récession a précipité. Trop élitiste et peu rentable, il a laissé place à une plus ancienne litanie, sous l'effet d'un retour de balancier. En un sens, les éléments de nouveauté sont à chercher en dehors du discours : dans la transmission de celui-ci, la façon dont il circule et se produit au sein de la petite bourgeoisie même. De quelle manière, et pour quelles raisons, ce discours vient aujourd'hui incarner et construire le groupe social latent que constitue la petite-bourgeoisie ? Ce discours-projet, dont elle constitue la base sociale, lui appartient-il en propre ? Est-il le pur véhicule des intérêts de ce groupe et du renforcement de sa place dans les rapports sociaux ?

Nous parlons du petit-bourgeois au singulier, pour plusieurs raisons. En tant que celui-ci se conçoit comme seul au monde, et que la somme de ses semblables ne compose pas un groupe social manifeste. Cet être social est davantage identifié à une posture, un *ethos* particulier - voire une figure grotesque de la littérature- qu'à une position dans la tranche des revenus ou à la taille d'un commerce. Certaines positions objectives marquent l'appartenance *en soi* des individus au groupe social (la fraction dominée de la classe dominante), mais le groupe comprend plus largement l'ensemble des individus qui en partagent les traits : la petite-bourgeoisie est avant toute chose, une communauté de rêves, de croyances et de pratiques. Ainsi, au-delà du noyau central des classes moyennes supérieures du secteur privé, le petit-bourgeois est une figure sociale qui peut couvrir un spectre sociologique et positionnel très large, de l'ouvrier qualifié au professeur du secondaire.

## Inexistence politique et surreprésentation publique

### *L'utopie conservatrice en gestation*

Un groupe social à *fuir*. Composée principalement d'individus qui souhaitent « s'en sortir », (au quotidien mais aussi *sortir de la classe* ou de la condition petite-bourgeoise et par le haut si possible), ce groupe social n'a pas la force d'attraction ni de cohésion qui lui permettrait d'occuper une place centrale dans les rapports sociaux. Il est conçu comme un espace transitoire, une étape peu valorisante de l'existence qui doit mener à la réussite personnelle, au pire à celle de la progéniture. C'est un espace social entièrement dominé par le principe de concurrence – pour l'accumulation des biens économiques et des titres scolaires – tant et si bien que tout concourt à son inexistence dans l'arène politique. En fait de concurrence c'est le théâtre d'une « guerre de tous contre tous », à commencer par celle des prix: celle du marchand de jambon-beurre contre son nouveau concurrent d'origine turc (car son concurrent *de souche* a au moins la décence d'avoir toujours été là), celles des cadres entre eux dans les logiques de placement, etc. Derrière ces luttes économiques feutrées se recoupent les constructions raciales, les stigmates identitaires et sexuels (dans la promotion salariale surtout) à l'œuvre dans le groupe, et qui fondent sa conscience politique. Du point de vue du groupe, la société est à son image, un agrégat d'individualités plus ou moins dignes de réussir. Elle est le prolongement naturel des luttes qui le traversent.

Les haillons de l'utopie petite-bourgeoise sont le produit de l'isolement individuel et du déclassement. Cette conscience politique en gestation est le fait d'une rencontre entre des offres politiques éparses, un ensemble de matériaux théoriques composites, et la boulimie consommatrice du « petit-bourgeois 2.0 ». D'une mode à l'autre, d'une génération l'autre - au libéralisme dur des Le Pen-Tapie-Madelin succède le nationalisme marxien des Le Pen (fille)-Soral-Zemmour – dans l'ordre de ses préférences. Indéniablement, ce qui l'attire, dans ce dernier cerbère théorique, c'est l'occurrence langagière des termes « système », « bourgeois », « bobos », autrement dit, la dénonciation explicite de la bourgeoisie, ce groupe social qui le domine de peu, qui est son supérieur direct et qui lui ferme la porte. Cette haine du groupe supérieur à lui est proportionnelle à son désir d'y accéder, et aux efforts déçus. Le libéralisme des années 1990-2000 façonnait l'enthousiasme conquérant du petit-bourgeois, et le discours chauvin anti-bourgeois des années 2010 n'est plus que la somme de ses désillusions.

En ce sens, s'il s'agit bien d'une mue (le passage du discours libéral au discours social-chauvin du FN par exemple), elle maintient l'essentiel de l'esprit petit-bourgeois : le rejet de l'aristocratie et de la morgue bourgeoise. Le libéralisme rêvé des années 1980-90 devait balayer ce qui restait des vieilles familles dominantes pour laisser place aux parvenus des classes nouvelles... or, décevant ses attentes, la reproduction sociale ne s'est rarement aussi bien manifestée, depuis. Le parvenu ne parvient plus qu'au bénéfice d'une trajectoire exceptionnelle. Et le nouveau discours social – quitte à s'enticher de l'ouvrier- n'est plus que l'expression de cette amertume vis-à-vis d'un groupe auquel on n'accède plus, qui triomphe et que rien ne semble devoir atteindre.

Le nouvel ouvriérisme conservateur est l'envers de cette conscience politique: c'est le souhait d'une réconciliation de classes. Formule ancienne qui réapparaît quand la petite bourgeoisie, dans l'impasse, cherche un compagnon de lutte apparenté. Dans sa petite entreprise idyllique, le petit

patron a les mêmes intérêts que son subordonné, le bon sens exige qu'il en soit de même sur le plan politique. Puisque « le mondialisme, voilà l'ennemi ». Si l'ouvrier, cet allié soumis, lui donne des frissons, un supplément d'âme, et la capacité de mobilisation qu'il n'a pas, c'est encore mieux.

Cet appel à réconciliation est souvent bien reçu. Déjà en 2010, des grèves ouvrières pour défendre la préférence nationale à l'embauche, avaient éclaté en Espagne et en Angleterre, avec les premières conséquences sociales de la crise.

L'entreprise de taille moyenne est le lieu idéal de transmission et d'imprégnation quotidienne de cette rengaine, pour l'employé qui éprouve de l'empathie vis-à-vis des difficultés réelles de son supérieur. Le nombre des salariés étant réduit celle-ci constitue difficilement un espace de confrontation (faute d'identification aux pairs comme marqueur d'un intérêt commun), quand le côtoiement quotidien de son supérieur produit de l'identification, un sentiment d'appartenance et d'esprit de « corps ». S'il existe, le conflit s'en prend davantage à la personne, pas à la position ni au principe qui fait du supérieur le supérieur. Ce régicide symbolique n'est pas encore concevable : c'est l'Ancien Régime de la production économique.

*Moi, ma famille. Le territoire des marchés et de l'Etat.*

Des phénomènes urbains portent en creux ces évolutions, et tendent à asseoir durablement les propriétés sociales et politiques du groupe (ou son absence de). La corrélation que l'on observe entre le mitage pavillonnaire et le vote conservateur est, en ce sens, révélatrice : la faiblesse du lien organique entre les membres de ce groupe est matérialisée dans l'espace périurbain (ce comportement électoral est assimilé à la « France des haies de thuya », ces équivalents de barbelés végétaux cadrant le territoire privé des banlieues pavillonnaires). Dans ces océans de pavillons uniformes, le territoire privé est l'affirmation d'une propriété illusoire (comme l'était celle de la classe moyenne américaine qui s'est endetté pour la détention de ces mêmes pavillons, concourant à la bulle immobilière et la crise du crédit de 2008). Le pavillon est un bien de distinction vis-à-vis des groupes économiquement inférieurs, parqués dans les barres. Mais le pavillon ne constitue pas un bien de distinction dans le groupe (il est identique à celui du voisin) ; il donne corps à la norme petite-bourgeoise, qui affirme la désintégration du sujet collectif : l'*entre soi* de l'unité d'habitation circonscrit le bonheur familial en dehors du monde (voire contre le reste du monde social), à la manière dont, au travail, l'unité de production est le cadre d'épanouissement du sujet individuel. Cette homologie rencontre les aspects formels liés à l'existence petite-bourgeoise et à son territoire privé : une telle disposition individuelle tend à correspondre à l'idéal de l'économie classique, d'un homme nouveau et sans attache face à une pluralité de marchés. Le bonheur familial est tributaire des marchés du divertissement et de l'immobilier, l'épanouissement individuel tributaire du marché du travail. Entre l'individu périurbain et ces marchés il n'y a rien : ni instance de socialisation (là encore c'est le marché des « rencontres amoureuses pour cadres »), ni intermédiaires susceptibles de structurer le groupe. Le petit bourgeois est trop élevé dans l'échelle sociale pour la vie de quartier, et pas suffisamment pour fréquenter le Lion's ou le Rotary, face à ce vide il ne reste que le marché.

Enoncer ces propriétés existentielles ne vaut pas en soi (ou comme un énième lamento moral sur l'individualisme, qui est surtout un « familialisme » ici), mais permet d'envisager la façon dont se produisent et se transmettent la conscience politique et le discours petit-bourgeois. Cette conscience politique se construit, de la même manière, sans intermédiaire entre le petit bourgeois et le marché politique. Il est nu (de tout habit social) face à l'offre politique. En résulte un certain nombre de curiosités : le petit bourgeois forge son identité en fonction des rejets multiples qui lui sont offerts, en priorité le rejet des groupes économiquement inférieurs et supérieurs au sien, qu'il perçoit comme des concurrents déloyaux. Ceci explique (en partie) le caractère très hétéroclite de l'offre politique venue de l'extrême-droite : certaines mouvances sont pro-arabes par antisémitisme (la critique racialisée de la bourgeoisie identifiée à la classe cosmopolite), certaines autres sont anti-arabes (par rejet du groupe inférieur et néanmoins concurrent). Autre cas de figure, mais qui procède de la même logique de placement : la capacité du petit-bourgeois à faire sien le discours bourgeois (lu et approuvé dans *Le Point*) par souci de bien paraître, pour se figurer comme candidat crédible à l'intégration de sa classe de référence, la vraie bourgeoisie. En découlent le discours du réalisme crétin, les avis sur tout (affichés avec un esprit-de-sérieux sans pareil : l'euro, le couple franco-allemand, et bientôt le rôle de la franc-maçonnerie dans le porno), et la multiplication des candidats du marais centro-social-gaulliste aux élections quinquennales.

La petite bourgeoisie est irréductible à un camp politique, elle incarne davantage une manière d'être et une disposition spécifique vis-à-vis de l'offre politique (disposition à recevoir, transmettre et produire). Le projet petit-bourgeois est surtout un rejet du concurrent : le petit-bourgeois construit du politique en fonction de la place qu'il imagine détenir au sein des rapports économiques (rejet du plus pauvre et rejet ou mimétisme vis-à-vis du plus riche que soi), et de la destinée sociale qu'il envisage pour lui et ses proches (plein de bonne volonté il intègre inconsciemment le discours pour intégrer la classe supérieure), dans un univers conçu comme infiniment concurrentiel. C'est le fait d'un être social très mobilisé mais peu socialisé, qui ne connaît pas d'intermédiaire structurant entre lui et le marché, lui et l'Etat.

## Le tournant de 2009 : échec et recul historique de la petite bourgeoisie.

*L'usage politique qui est fait du groupe : le jeu de la compassion et de la mémoire.*

Les faiblesses structurelles de la petite bourgeoisie (absence d'organisation territoriale, productive, syndicale) induisent la faiblesse organique du groupe dans les rapports sociaux. Ses intérêts sont peu identifiés, peu défendus par lui-même et davantage mis en avant, de façon aliénée, par des éléments externes au groupe : le Medef, les médias conservateurs (dont les propriétaires occupent les meilleures loges du CAC 40), le centre et la droite dans le discours politique (on se souvient d'un leader centriste sur son tracteur plein de béate compassion vis-à-vis de la France-éternelle-des-petites-boutiques-et-de-l'artisanat), jusqu'aux vagues appels au « peuple réel » de la *gauche de gauche*.

On va à son chevet pour lui rendre hommage, car on trouve facilement à invoquer, au nom de ce groupe, les vertus anesthésiantes que l'on destine au reste de la société : la sagesse du « vieux pays » garant de la stabilité, les valeurs éternelles, le bon sens de la majorité silencieuse, etc. C'est un village et son église romane à l'arrière-plan d'une affiche électorale. C'est la présence du passé, une fiction nécessaire au train des contre-réformes, et à l'apaisement des convulsions sociales provoquées par la dynamique du capital.

Les lieux et les symboles. Depuis 2007, la fabrique institutionnelle tourne à plein régime : le pèlerinage au massif des Glières, les commémorations en costume, les nouveaux musées hagiographiques (musées de l'Histoire événementielle et monumentale de la guerre, de la France, voire des deux en un, et qui n'ont pas nécessairement les suffrages de la haute bourgeoisie généralement trop instruite pour tolérer ces Disneyland sérieux). Ils offrent une mémoire nationale *ready made* à un groupe sans mémoire propre, ni filiation historique longue (relativement à la mémoire autonome que peut parfois entretenir le mouvement ouvrier, ou tel autre groupe dominé par exemple). La petite-bourgeoisie est aujourd'hui particulièrement disposée à recevoir et réactiver ces références flatteuses, à s'identifier à la vie des saints, et à l'aventure collective fantasmée, quand elle n'a plus la maîtrise de sa trajectoire présente.

#### *La dérive économique réelle : le petit bourgeois asservi.*

Si l'on tente la comparaison, on retrouve chez la petite bourgeoisie, les éléments qui ont été fatals à la trajectoire qui a été celle des employés de service dans le partage des richesses, depuis vingt ans. La part des employés est passée en dessous de celle des ouvriers (pour des raisons structurelles : faiblesse de la représentation et de la conflictualité syndicale cela excepté dans le secteur des assurances et de la banque, éclatement de la production de service dans la sous-traitance, ouverture mondiale à la concurrence des travailleurs à bas salaires). Si à la tragédie succède la farce, il semble que la petite bourgeoisie subit à son tour le sort du groupe qui lui est subordonné.

La crise économique a accéléré des tendances déjà à l'œuvre depuis le début des années 2000, et qui ont rendu aujourd'hui exsangue cette fraction dominée de la classe dominante. Pour faire vite, depuis 2009 :

Le petit entrepreneuriat français souffre de la restriction du crédit bancaire (banques qui privilégient la solvabilité des grands groupes), ce qui ferme toute possibilité de développement et d'accumulation de richesse.

Cette fermeture du crédit est corollaire d'une accélération de la concentration économique (la longévité moyenne des PME est en chute libre) au profit des grands groupes dont les disponibilités en capital n'ont jamais été aussi élevées. Les grands groupes se replient vers la production en interne, aux dépens de la sous-traitance, alors forcée à la fusion ou à la perte. Le soutien de l'Etat aux banques a accéléré cette tendance qui a précipité à la ruine, et au déclassement la fraction la plus fragile des petits capitalistes.

Ceux-ci, avec les crédits contractés dans la période antérieure à la crise, font face au surendettement, remboursent (avec les intérêts) les banques... qui basculent ces richesses vers les grands groupes, via le crédit. Et ainsi de suite.

La fiscalité sur le capital –certes peu élevée- repose plus que jamais sur le capitaliste qui ne pourra pas délocaliser sa production, ni dissimuler son patrimoine (dans l'amour de l'Art et des beaux tableaux) : le petit patron.

Le statut d'« auto-entrepreneur » continue de faire rêver les foules, et de fournir des bataillons de volontaires pour la mort économique chaque année.

Après des années de rigueur et la mise en coupe réglée du salariat, on assiste à la défaite de 2,5 millions de patrons face à 500 autres. Cette guerre sourde pour le partage et l'accumulation des richesses renforce quotidiennement l'asservissement de ce groupe social, et éloigne d'autant la réalisation des rêves qu'on avait conçu pour lui : confort matériel, ascension sociale, propriété privée. Ce qui constituait sa raison d'être et sa destinée sociale lui échappe. Derrière les tendances profondes, et les retournements abrupts de l'économie – à peine compréhensibles et souvent traduites en nécessités transcendantes par les acteurs - se joue conjointement dans le groupe social, la volonté de comprendre et de résister au pire. Les propriétés sociales du groupe (sa désintégration), mises à l'épreuve de la crise, freinent ses tentatives de mobilisation. Situé hors du monde social, le petit-bourgeois conçoit sa réussite comme ses échecs à l'aune de son seul mérite, de sa responsabilité unique. Ce qui n'incite pas, quand les affaires vont mal, à désigner clairement un adversaire (il désigne cependant de nombreux moulins à attaquer, ce qui revient au même). Au mieux, le monde social n'existe qu'en tant que responsable de l'échec du petit-bourgeois (le rôle de la société dans sa réussite est un impensé évident), ce qui l'amène à théoriser dans la hâte d'un retournement de conjoncture, l'adversaire à affronter et la tactique à suivre. Il désigne des esprits (tous les mots en « -isme » : mondialisme, immigrationnisme, européisme etc.) et ignore la matière, les structures sociales de la finance qui président au processus de son asservissement. Plus fondamentalement, ces drames sociaux et économiques composent une somme de désespoirs et de frustrations individuelles (enregistrées par les sondages et captées par les partis). Elles ne se traduisent pas, ou au prix d'une construction plus difficile que dans tout autre groupe, en une échappatoire collective : la lutte déterminée et organisée.

Quand le sujet collectif peine à émerger, il convient de s'en remettre aux partis (institutionnels ou non), au syndicat patronal majoritaire, d'abdiquer avant même de mettre à l'épreuve la capacité du groupe à disposer de lui-même. C'est le problème rencontré par la petite-bourgeoisie dans son rapport à la délégation.

## L'art de la délégation : se priver du pouvoir quand on en détient peu.

La petite-bourgeoisie, bousculée par la crise et structurellement inorganisée, a tendance à déléguer son pouvoir (celui qu'elle pourrait se donner) à la providence d'un parti et de son représentant. La logique de la délégation est l'envers de la logique marchande dans laquelle le petit-bourgeois place tous les faits et gestes de son existence pratique : comme le marché l'accompagne du divertissement à la rencontre amoureuse, déléguer et par là même se séparer de sa faculté d'agir (et d'infléchir sur le destin du groupe) lui apparaît naturel. Cette aliénation du pouvoir politique trouve, comme objet d'élection, ce que peut bien se trouver un être social inconsistant : la Nation (on l'a vu il n'y a subjectivement aucun intermédiaire entre le petit-bourgeois et elle), l'identification charismatique (comme figuration du semblable mais en supérieur à soi), et la mystique politique qui caresse les groupes sans mémoire autonome. Il est bien sûr plus difficile de préciser les inclinations politiques qui en découlent : en 2012, la figure du tribun à la fibre patriotique est à la mode dans la majorité des partis, et la gauche n'est pas épargnée. Le sauveur suprême, avec ou sans le chapeau de Jean Moulin.

Ce dernier point révèle l'ampleur du désastre. Nous avons vu que le discours petit-bourgeois actuel réintègre une dimension sociale et conflictuelle importante (même si elle est à double tranchant), et d'autres dimensions plus conservatrices. Dans cet entre deux, des basculements fondamentaux peuvent s'opérer en des périodes courtes, et c'est le rôle des partis de tenter d'infléchir dans un sens ou l'autre le discours dominant ce groupe social. Le culte du tribun et le chauvinisme de gauche (radicale ou non), sont en ce sens la stratégie électorale la plus inconséquente qui soit : ils permettent certes de ramener à soi les franges perdues des classes moyennes, mais ils contribuent également, en n'affirmant pas la centralité du social (et de l'auto-organisation pour ce faire), à maintenir ce groupe social dans l'expectative, à lui servir la fiction de l'Union Sacrée (avec ses variations : protectionnisme, souverainisme populaire), au détriment de son organisation ici et maintenant. Le groupe social devient en partie ce qu'on peut dire de lui, il s'incarne dans les perspectives qui lui sont offertes. Les partis de gauche qui auraient la responsabilité ici de participer à l'organisation du groupe, en affirmant un discours social déterminé, se placent dans une logique de compromis démagogique et ravageuse : ils suivent l'air du temps, font du social-chauvin pour aller dans (ce qu'ils pensent être) le sens du petit-bourgeois, contribuant de façon perverse à asseoir durablement ce discours dans l'esprit du groupe. Ils contribuent à réduire les conditions de possibilité d'une auto-émancipation du groupe, la possibilité de se penser et se dire comme groupe social de manière autonome. Il faut simplement constater ici, l'effet performatif de la parole politique sur l'état désorganisé de ce groupe social : la colère sociale peut être traduite dans toutes les langues politiques, ne pas choisir entre deux langages condamne au discours inaudible, ou faussaire.

Ce double-jeu à gauche, acte la progression du discours réactionnaire au sein du groupe (et par extension au reste de la société), en se cachant derrière la supposition que le discours politique n'aurait aucun effet sur ce phénomène. Il freine la construction de ce groupe social inexistant en un groupe manifeste, en tant qu'il éloigne la perspective d'intégration de la petite bourgeoisie au mouvement social (qui n'a pas besoin de cette division supplémentaire).

La tâche de ces partis à destination de ce groupe social, consisterait en priorité à rendre visibles les ressorts du crédit, de la dynamique du capital et de l'accumulation qui ne sauraient, au stade ou nous en sommes, connaître la cage dorée des frontières nationales. Défaire les illusions d'un anticapitalisme chauvin et identifier l'ennemi. Sinon, il reste le loisir de voter pour le douanier qui aura le plus bel uniforme.

Sur ce point, le caractère créateur de la petite bourgeoisie est remarquable, le discours qui se transmet en son sein affecte profondément celui de l'offre politique, jusqu'à provoquer le consensus entre des formations très éloignées (produire et consommer français, relocaliser, etc.). Ces bonnes intentions politiques ouvrent la voie aux formations qui les affirment avec le plus de radicalité, à commencer par l'extrême-droite.

Sauver la petite bourgeoisie de son déclassement est à la portée de tous les surhommes. Mais en l'état, ce ne sera sans doute pas le principe mobilisateur d'un prochain mouvement social. Puisque se sauver soi-même est le principe de chacun des membres de ce groupe. D'autres hypothèses peuvent être formulées cependant : eu égard à certaines de ces pratiques passées, à ses divisions réelles et au retour de la question sociale en son sein, il est envisageable qu'une vaste frange de ce groupe prenne la voie des grands mouvements collectifs, y trouve une autonomie, et une conscience propre. Il reste fondamental aujourd'hui de saisir, et par là même de tenter une réponse au danger politique que constitue ce groupe social à la dérive.

*Pierre Guillaumie*